

Chapitre 6. 2021–2022 : Inflation, insécurité et rareté des devises

Introduction

La période 2021–2022 constitue un moment charnière pour l'économie haïtienne et pour la conduite de la politique monétaire par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Après l'épisode particulier d'appréciation de la gourde au second semestre 2020, la trajectoire monétaire nationale s'est à nouveau inscrite dans une dynamique de dépréciation et d'instabilité. Les tensions inflationnistes, alimentées par des chocs externes et des contraintes internes, se sont intensifiées, tandis que l'aggravation de l'insécurité et la désorganisation politique ont accentué la vulnérabilité de l'économie. La rareté des devises, conséquence de la baisse de l'offre de dollars sur le marché et de l'érosion des réserves internationales, a transformé le taux de change en principal vecteur de fragilisation macroéconomique.

Sur le plan interne, l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 et la multiplication des actes de violence liés aux groupes armés ont plongé le pays dans une incertitude politique profonde. Cette instabilité a désorganisé les circuits économiques, limité les activités productives et affaibli encore davantage la confiance des acteurs. La paralysie quasi permanente du port de Port-au-Prince et la rareté chronique de carburant ont amplifié la crise de l'offre, provoquant une hausse généralisée des prix intérieurs.

Sur le plan externe, deux facteurs ont joué un rôle déterminant. Premièrement, la flambée des prix mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, exacerbée par la guerre en Ukraine en 2022, a directement affecté une économie haïtienne fortement

dépendante des importations. Deuxièmement, les transferts de la diaspora, bien qu'importants, n'ont pas suffi à compenser la demande croissante de devises, entraînant une pression constante sur le marché des changes (World Bank, 2022). La rareté du dollar s'est traduite par une accélération de la dépréciation de la gourde, renforçant le cercle vicieux inflation-change.

Face à cette conjoncture, la BRH a intensifié son usage d'instruments restrictifs : émission accrue de bons BRH pour absorber la liquidité, relèvements successifs des réserves obligatoires et interventions répétées sur le marché des changes. Ces mesures, conformes à une orthodoxie monétariste, visaient à freiner l'inflation et à contenir la dépréciation. Toutefois, elles ont eu pour effet collatéral de contracter le crédit, d'affaiblir la demande intérieure et de limiter l'investissement productif. En d'autres termes, la quête de stabilité nominale s'est faite au détriment du soutien à l'activité, illustrant une nouvelle fois la dynamique d'incompatibilités analysée par Providence (2022).

Ce chapitre se propose d'analyser en profondeur la séquence 2021–2022 en trois temps. Dans un premier moment, nous présenterons les principaux chocs qui ont affecté l'économie haïtienne, en insistant sur l'interaction entre insécurité interne et tensions inflationnistes. Dans un deuxième temps, nous examinerons les réponses de la BRH, en montrant comment elles traduisent une stratégie défensive visant avant tout à préserver la crédibilité externe et à contenir la spirale de dépréciation. Enfin, nous discuterons des contradictions engendrées par ces politiques, révélatrices du « triangle d'incompatibilité » : la défense de la stabilité monétaire s'est réalisée au détriment du financement public et du soutien au développement.

1. Impact du séisme de 2021 et des crises sociales

L'année 2021 a marqué un tournant dramatique pour l'économie et la société haïtiennes, non seulement en raison de la pandémie persistante de Covid-19 et de l'assassinat du président Jovenel Moïse, mais aussi à cause du séisme du 14 août, qui a dévasté le Grand Sud du pays. Ce cataclysme, d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, a causé près de 2 200 morts, plus de 12 000 blessés et détruit ou endommagé environ 137 000 habitations, infrastructures publiques et écoles (World Bank, 2022). Ses effets économiques et sociaux se sont ajoutés aux tensions préexistantes, accentuant une dynamique de vulnérabilité structurelle déjà exacerbée.

1.1. Conséquences humaines et économiques du séisme

Le séisme du 14 août 2021, d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter, a constitué un choc majeur pour Haïti, survenant à peine onze ans après la catastrophe dévastatrice de janvier 2010. Ses impacts se sont manifestés à la fois sur le plan humain, social et économique, accentuant les fragilités structurelles d'un pays déjà plongé dans une crise politique et institutionnelle profonde. Loin de se réduire à un désastre naturel, l'événement a révélé la vulnérabilité chronique du territoire haïtien et la difficulté des institutions à répondre efficacement aux urgences et aux besoins de reconstruction.

Sur le plan humain, le bilan a été lourd : plus de 2 200 morts, environ 12 700 blessés et près de 650 000 personnes nécessitant une assistance humanitaire immédiate, selon les estimations de la Direction de la protection civile et des agences des Nations unies (World Bank, 2021; UN OCHA, 2021). Les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes, déjà fragilisés par des déficits d'infrastructures et de services de base, ont été les plus touchés. Des dizaines de milliers de maisons se sont effondrées ou gravement endommagées, laissant des familles entières sans abri.

Le séisme a également détruit des hôpitaux, des écoles, des routes et des marchés, aggravant les difficultés d'accès aux soins, à l'éducation et aux biens essentiels.

Sur le plan économique, les pertes ont été évaluées à environ 1,6 milliard de dollars américains, soit près de 11 % du PIB haïtien (World Bank, 2021). Les secteurs de l'agriculture, du commerce et des infrastructures ont été les plus affectés. L'effondrement des routes et des ponts a paralysé les échanges commerciaux, tandis que les pertes agricoles, survenues en pleine saison de récolte, ont aggravé l'insécurité alimentaire déjà alarmante. Les petites et moyennes entreprises, pilier du tissu économique local, ont vu leur capital productif anéanti, réduisant l'offre de biens et de services et accentuant le chômage.

Les conséquences économiques se sont aussi traduites par une pression accrue sur les finances publiques et la politique monétaire. L'État haïtien, déjà confronté à un déficit budgétaire chronique, a dû accroître ses dépenses pour financer l'aide d'urgence et les premiers travaux de reconstruction, alors même que ses recettes fiscales s'effondraient en raison du ralentissement économique. Dans ce contexte, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a été sollicitée pour soutenir les liquidités et éviter un effondrement du système financier. Mais ce recours a renforcé les tensions inflationnistes et accentué la dépréciation de la gourde, confirmant l'impossibilité de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance économique dans un État fragile (Providence, 2022).

Enfin, les conséquences du séisme doivent être replacées dans le cadre plus large de la crise multidimensionnelle haïtienne. À la catastrophe naturelle se sont superposés des facteurs politiques (assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021), sécuritaires (multiplication des violences et contrôle territorial

croissant des gangs), et sociaux (mouvements de protestation, migrations massives). Cette accumulation de crises a transformé le séisme en un catalyseur de fragilités, accentuant la défiance à l'égard des institutions et renforçant la dépendance aux bailleurs internationaux (FMI, 2021).

Le séisme d'août 2021 illustre la manière dont un choc exogène peut bouleverser simultanément la sphère humaine, économique et institutionnelle en Haïti. Ses conséquences vont bien au-delà des pertes immédiates : elles révèlent l'extrême vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles et soulignent l'incapacité des institutions à répondre à la fois aux urgences sociales, aux besoins de financement et aux exigences de stabilité macroéconomique. Cet épisode confirme la pertinence de l'analyse en termes d'incompatibilité des choix publics, en montrant que chaque intervention pour répondre à l'urgence humanitaire et économique engendre des déséquilibres qui compromettent la stabilité globale.

1.2. Crises sociales et insécurité généralisée

L'année 2021 a été marquée, en Haïti, par une intensification sans précédent des crises sociales et de l'insécurité généralisée, qui ont profondément affecté le fonctionnement de l'économie et compromis la mise en œuvre de la politique monétaire. Ces crises se sont inscrites dans un contexte d'instabilité institutionnelle chronique, exacerbé par l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, lequel a plongé le pays dans une incertitude politique totale et accentué la fragmentation du pouvoir (World Bank, 2022).

Sur le plan sécuritaire, la multiplication des gangs armés a redessiné la géographie urbaine et bouleversé les circuits économiques. À Port-au-Prince, plusieurs quartiers stratégiques, dont Martissant et Croix-des-Bouquets, ont été contrôlés par des

groupes criminels imposant des taxes informelles, perturbant les échanges commerciaux et entravant les déplacements de biens et de personnes. Selon les Nations unies, près de 60 % de la capitale était sous influence directe ou indirecte des gangs à la fin de 2021, rendant quasi impossible la libre circulation sur certains axes vitaux, notamment la route nationale reliant la capitale au Sud, zone déjà sinistrée par le séisme d'août (UN OCHA, 2021).

Cette insécurité a eu des effets économiques directs. Le transport des marchandises est devenu plus risqué et plus coûteux, entraînant une hausse des prix, en particulier pour les denrées alimentaires et le carburant. Les blocages récurrents des terminaux pétroliers par des groupes armés ont provoqué des pénuries prolongées, paralysant les activités productives et le fonctionnement des services publics essentiels. Pour les petites entreprises et les ménages, l'augmentation des coûts de transaction et la raréfaction de l'offre ont accentué la précarité et réduit le pouvoir d'achat (World Bank, 2023).

Sur le plan social, l'insécurité a exacerbé les inégalités et les tensions. Les populations les plus vulnérables, déjà touchées par le chômage et l'inflation, ont vu leur quotidien marqué par l'incertitude et la peur. De nombreux ménages ont été déplacés de force à l'intérieur du pays, rejoignant des camps précaires sans accès aux services de base. Les protestations sociales, alimentées par la colère face à la dégradation des conditions de vie, se sont multipliées, souvent réprimées dans la violence. Cette spirale d'insécurité et de désespoir a nourri une migration massive vers l'extérieur, renforçant la dépendance aux transferts de la diaspora tout en privant le pays de forces productives qualifiées.

La politique monétaire a été directement affectée par cette insécurité généralisée. Les circuits de distribution monétaire, en particulier dans les zones hors de Port-au-Prince, ont été

perturbés, réduisant l'efficacité des instruments de la BRH. L'instabilité des marchés a rendu inefficaces les interventions classiques, car les prix ne répondaient plus seulement aux dynamiques de liquidité ou de change, mais à des pénuries organisées et à la désorganisation des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la capacité de la banque centrale à influencer les anticipations s'est trouvée fortement réduite : la défiance vis-à-vis des institutions a supplanté les signaux monétaires (BRH, 2021).

Ainsi, l'insécurité généralisée et les crises sociales ont accentué la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Toute tentative de stabilisation monétaire était sapée par les perturbations logistiques et la hausse des prix liés à l'insécurité ; le financement public se heurtait à la corruption et à l'inefficacité de l'État ; la relance économique était paralysée par la peur, les blocages et la fuite des capitaux et des talents. L'action monétaire, même techniquement ajustée, se heurtait à un environnement social et sécuritaire qui annulait ses effets.

Les crises sociales et l'insécurité généralisée de 2021 ne constituent pas seulement un arrière-plan contextuel : elles sont devenues des variables centrales de l'économie politique haïtienne, déterminant la portée et les limites de la politique monétaire. Elles révèlent la manière dont les fragilités sécuritaires et institutionnelles transforment les instruments économiques en réponses inopérantes, piégeant la BRH dans une logique défensive où toute stabilisation est compromise par l'effondrement de l'ordre social.

1.3. Répercussions sur la politique monétaire

Le séisme du 14 août 2021 et l'explosion parallèle de l'insécurité généralisée ont eu des répercussions immédiates et profondes sur la conduite de la politique monétaire en Haïti. La Banque de la

République d'Haïti (BRH), déjà confrontée à des contraintes structurelles sévères, a vu ses marges de manœuvre se réduire encore davantage. La politique monétaire a été placée dans une situation où ses instruments classiques — taux directeurs, réserves obligatoires, interventions de change et émissions de bons BRH — étaient contraints par la conjonction d'un choc d'offre (séisme, perturbations logistiques, destruction d'infrastructures) et d'un choc de demande (inflation, insécurité alimentaire, crise sociale).

La première répercussion a été l'accélération des pressions inflationnistes. La destruction des routes et infrastructures de transport dans le Sud, combinée aux blocages imposés par les gangs sur les grands axes, a entraîné une raréfaction des biens de première nécessité. Ces perturbations ont alimenté une hausse rapide des prix alimentaires et énergétiques, échappant au contrôle direct de la BRH. Dans un tel contexte, le rôle de la banque centrale s'est limité à contenir les anticipations inflationnistes par un discours institutionnel réitérant l'engagement en faveur de la stabilité (BRH, 2021). Mais ce discours, centré sur la crédibilité externe, est resté largement inaudible pour une population confrontée à la hausse du coût de la vie.

La deuxième répercussion tient à la fragilisation du système financier. Les destructions physiques et la paralysie des marchés régionaux ont accentué les risques de défaut pour les emprunteurs, réduisant la disposition des banques commerciales à octroyer du crédit. Le secteur bancaire a réagi en privilégiant les placements dans les instruments de la BRH, notamment les bons, plutôt qu'en soutenant l'économie réelle. Ce phénomène d'intermédiation financière stérile a réduit l'efficacité des mesures de la BRH visant à relancer l'activité, confirmant la difficulté des canaux de transmission monétaire en contexte d'insécurité et de forte informalité (FMI, 2022).

La troisième répercussion a concerné la pression accrue sur les réserves internationales. Dans un contexte d'instabilité sociale et politique, la demande de devises s'est intensifiée, reflétant à la fois la fuite des capitaux et l'augmentation des importations d'urgence (aliments, matériaux de construction, carburants). Pour freiner la dépréciation de la gourde, la BRH a poursuivi ses interventions de change, mais au prix d'une érosion accélérée de ses réserves déjà limitées, fragilisant sa crédibilité externe et sa capacité à répondre à de futurs chocs (World Bank, 2021).

Ces contraintes convergentes ont placé la BRH dans la logique circulaire du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). Stabiliser la monnaie nécessitait de mobiliser des devises, réduisant la marge budgétaire et financière ; soutenir l'activité par un assouplissement monétaire alimentait la demande de devises et renforçait la dépréciation ; financer l'État pour faire face aux besoins d'urgence accroissait la masse monétaire et les tensions inflationnistes. Dans un tel contexte, la politique monétaire s'est réduite à une gestion défensive, incapable de concilier simultanément ses trois objectifs fondamentaux.

Les répercussions du séisme de 2021 et de l'insécurité généralisée sur la politique monétaire montrent l'extrême vulnérabilité de la BRH, contrainte d'opérer avec des instruments conventionnels dans un environnement où ceux-ci perdent leur efficacité. Face à des chocs d'offre et de demande combinés, la politique monétaire n'a pu jouer qu'un rôle de stabilisation nominale partielle, au prix de contradictions renforcées. Cet épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire ne peut constituer un levier autonome de résilience sans coordination budgétaire, réforme structurelle et appui productif.

1.4. Illustration des incompatibilités structurelles

Le séisme du 14 août 2021, conjugué à l'insécurité généralisée et aux crises sociales, constitue une illustration empirique saisissante des incompatibilités structurelles auxquelles la politique monétaire haïtienne est confrontée. Cet épisode révèle que, dans un État fragile, les objectifs de stabilisation monétaire, de financement public et de relance économique se heurtent à des contraintes si profondes qu'ils deviennent impossibles à concilier simultanément. La dynamique observée en 2021 confirme ainsi la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics élaborée par Providence (2022).

La première incompatibilité tient à la stabilisation monétaire. La Banque de la République d'Haïti (BRH) a tenté de défendre la gourde par des interventions sur le marché des changes et par une politique restrictive de contrôle de la liquidité. Si ces efforts ont permis de contenir partiellement la volatilité, ils ont aussi épuisé les réserves internationales et accru la dépendance de l'institution vis-à-vis des bailleurs de fonds (FMI, 2022; BRH, 2021). La stabilité nominale recherchée s'est donc révélée coûteuse et fragile, reposant sur des marges de manœuvre externes plutôt que sur des bases productives internes.

La deuxième incompatibilité apparaît dans le domaine du financement public. Face à la catastrophe humanitaire et aux besoins urgents de reconstruction, l'État haïtien a dû accroître ses dépenses, alors même que ses recettes fiscales s'effondraient à cause du ralentissement économique. Le recours à des avances de la BRH ou à des financements exceptionnels est apparu inévitable, mais il a alimenté la création monétaire et renforcé les pressions inflationnistes (World Bank, 2022). Ici encore, la tentative de soutenir l'action publique a sapé les efforts de stabilisation monétaire.

La troisième incompatibilité réside dans la relance économique. Les besoins de financement des secteurs productifs — agriculture, commerce, PME — étaient immenses après le séisme. Mais la contraction du crédit, la hausse des risques de défaut et la priorité donnée à l'absorption de liquidités par les bons BRH ont empêché la BRH de soutenir efficacement l'investissement. Toute injection monétaire risquant d'accroître la demande de devises, la relance économique a été neutralisée par les exigences de stabilité externe.

Ces trois dynamiques révèlent une logique circulaire : stabiliser la monnaie implique d'affaiblir le financement public et de freiner la croissance ; financer l'État accroît l'inflation et déstabilise le change ; stimuler la demande alimente la dollarisation et réduit la compétitivité. En 2021, la simultanéité du séisme, de l'insécurité et de la crise politique a amplifié cette circularité, confirmant l'incapacité structurelle de la politique monétaire à jouer un rôle de levier autonome de développement.

L'année 2021 illustre de manière exemplaire les incompatibilités structurelles de la politique monétaire haïtienne. La conjonction des catastrophes naturelles, de l'insécurité et de la fragilité institutionnelle a montré que chaque tentative de réponse monétaire se traduit par un déplacement du déséquilibre vers un autre objectif. Cette situation confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire est condamnée à demeurer défensive, piégée dans une logique d'arbitrages impossibles, à moins d'être réinscrite dans une stratégie de transformation structurelle et de coopération régionale.

Le séisme de 2021 et les crises sociales qui l'ont accompagné ont agi comme un accélérateur de la fragilité structurelle haïtienne. Ils ont révélé l'incapacité de l'État à absorber les chocs et ont placé la BRH dans une posture défensive permanente, oscillant entre

soutien conjoncturel et discipline monétaire. Cet épisode démontre que les catastrophes naturelles et les crises sociales ne sont pas des événements exogènes isolés : ils s'articulent aux vulnérabilités endogènes et renforcent les incompatibilités de l'action publique.

2. Rigidité des instruments monétaires

La période 2021–2022 a révélé de manière particulièrement nette les limites des instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Face à une inflation galopante, à une dépréciation continue de la gourde et à l'érosion des réserves internationales, la BRH a intensifié l'usage de ses outils traditionnels : émissions massives de bons BRH, relèvements répétés des réserves obligatoires, ajustements des taux directeurs et interventions sur le marché des changes. Si ces instruments s'inscrivent dans le répertoire classique des banques centrales, leur efficacité dans le contexte haïtien s'est heurtée à des rigidités structurelles, réduisant leur portée et accentuant, paradoxalement, les contradictions de la politique monétaire.

2.1. Les bons BRH : une stérilisation coûteuse

Au cours de la période 2021–2022, face à une inflation galopante et à une dépréciation continue de la gourde, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a intensifié le recours aux bons BRH comme principal instrument de stérilisation monétaire. Ces titres de dette émis par la banque centrale visent à absorber la liquidité excédentaire circulant dans le système bancaire, afin de limiter la pression sur les prix et de réduire la demande de devises. Si cette stratégie constitue un outil conventionnel de maîtrise de l'inflation, dans le cas haïtien, elle s'est révélée coûteuse et paradoxale, accentuant les contradictions inhérentes à la politique monétaire dans un État fragile.

L'efficacité apparente de ces émissions résidait dans leur capacité à ralentir la croissance de la masse monétaire. En drainant des ressources importantes des banques commerciales vers la banque centrale, les bons BRH ont limité la capacité de ces dernières à octroyer du crédit. Ce mécanisme a contribué à réduire la pression inflationniste à court terme et à signaler la volonté de la BRH d'imposer une discipline monétaire stricte (BRH, 2022). Toutefois, l'impact sur l'économie réelle a été nettement plus ambigu : la contraction du crédit a freiné l'investissement productif et aggravé la récession, accentuant la spirale de pauvreté et d'informalité.

De plus, cette stratégie de stérilisation a engendré un coût financier élevé pour la banque centrale. Les taux d'intérêt offerts sur les bons BRH, fixés à des niveaux attractifs pour inciter les banques commerciales à souscrire, ont généré une charge croissante en termes de service de la dette interne. Cette situation a créé une forme de « cercle vicieux » : plus la BRH émettait de bons pour absorber la liquidité, plus elle devait rémunérer ces titres, aggravant ainsi son déficit opérationnel (FMI, 2022). Dans un pays où les ressources publiques sont déjà limitées, cette politique a contribué à accroître la vulnérabilité financière de l'État et à réduire sa marge de manœuvre budgétaire.

Par ailleurs, les bons BRH ont alimenté une dynamique d'intermédiation financière stérile. Les banques commerciales, plutôt que de financer les entreprises et les ménages, ont privilégié l'acquisition de ces titres sans risque, garantis par la banque centrale. Cette orientation a détourné l'épargne nationale de l'investissement productif, renforçant la déconnexion entre le système financier et le secteur réel de l'économie. En d'autres termes, la stérilisation monétaire, censée contenir l'inflation, a eu pour effet pervers de freiner la croissance et de compromettre le développement.

Enfin, le recours massif aux bons BRH illustre parfaitement la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En absorbant la liquidité, la BRH a cherché à défendre la stabilité monétaire, mais elle a simultanément fragilisé la relance économique et réduit les marges budgétaires. Les ressources mobilisées pour rémunérer ces titres auraient pu être orientées vers le financement public ou l'investissement productif. Ce dilemme démontre que, dans le contexte haïtien, la stérilisation par les bons BRH est moins un levier de stabilisation durable qu'un instrument défensif, aux effets collatéraux coûteux et insoutenables.

Les bons BRH, utilisés massivement en 2021–2022, incarnent les limites structurelles de la politique monétaire haïtienne. S'ils ont permis une stabilisation nominale relative, leur coût élevé, leur effet d'éviction sur le crédit productif et leur impact sur la soutenabilité financière en font un outil de court terme, révélateur de l'incapacité de la BRH à concilier stabilité, financement public et relance économique. Cette stratégie confirme que, dans un État fragile, la stérilisation monétaire n'est pas une solution durable, mais un compromis coûteux qui déplace les déséquilibres sans les résoudre.

2.2. Les réserves obligatoires : un frein au crédit

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'inflation et de stabilisation monétaire au cours de la période 2021–2022, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a renforcé l'usage des réserves obligatoires comme instrument de régulation de la liquidité bancaire. En exigeant des banques commerciales qu'elles déposent une proportion significative de leurs ressources auprès de la banque centrale, l'objectif affiché était de contenir la création monétaire, d'absorber les excès de liquidité et de réduire ainsi la pression sur le taux de change et sur les prix (BRH, 2022).

Si cet instrument a permis de limiter la croissance de la masse monétaire, son impact sur l'offre de crédit au secteur productif a été fortement négatif. Le relèvement des coefficients de réserves obligatoires a restreint les ressources disponibles pour le financement des entreprises et des ménages. En pratique, les banques commerciales, déjà prudentes face à la montée des risques de défaut et à l'instabilité sécuritaire ont davantage réduit l'accès au crédit. Cette situation a touché particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent le socle de l'économie urbaine et rurale, mais qui se sont retrouvées exclues d'un financement bancaire de plus en plus contraint (Providence, 2025).

Ce mécanisme a généré un effet de rationnement du crédit, transformant les réserves obligatoires en un frein direct à l'investissement productif. Alors que l'économie haïtienne avait un besoin urgent de liquidités pour relancer ses secteurs clés après le séisme d'août 2021, la priorité donnée à la stabilité monétaire a réduit les marges de manœuvre des acteurs privés. Les conséquences se sont traduites par une baisse des investissements, un ralentissement des activités agricoles et commerciales, et une aggravation du chômage dans un contexte où plus de 60 % de la population vivait déjà sous le seuil de pauvreté (World Bank, 2022).

Le caractère rigide de cet instrument est apparu comme un obstacle majeur dans un environnement marqué par l'informalité et l'instabilité. Contrairement à d'autres leviers de politique monétaire, les réserves obligatoires s'appliquent de manière uniforme à l'ensemble des banques, sans distinction entre les secteurs financés ou les besoins de liquidité conjoncturels. Ce manque de flexibilité limite la capacité de la BRH à cibler ses interventions et à concilier stabilisation monétaire et relance de l'activité (FMI, 2022).

Enfin, l'usage renforcé des réserves obligatoires illustre une fois de plus la logique du triangle d'incompatibilité. En privilégiant la stabilité monétaire par un resserrement de la liquidité, la BRH a compromis la relance économique et aggravé les tensions sociales. À l'inverse, un assouplissement aurait renforcé la demande de devises et alimenté la dépréciation de la gourde. Ce dilemme souligne que, dans le contexte haïtien, les réserves obligatoires ne sont pas seulement un outil technique, mais un révélateur des arbitrages impossibles entre stabilité, financement public et croissance.

L'instrument des réserves obligatoires, conçu comme un levier de discipline monétaire, s'est transformé en frein au crédit et à l'investissement dans la période 2021–2022. En réduisant les marges de manœuvre des banques commerciales, il a contribué à stabiliser nominalement la gourde, mais au prix d'un ralentissement de l'économie réelle et d'une aggravation des vulnérabilités sociales. Cet épisode confirme que, dans un État fragile, la politique monétaire défensive sacrifie l'investissement productif à la recherche d'une stabilité précaire.

2.3. Les taux directeurs : un instrument peu opérant

Dans le cadre de sa stratégie anti-inflationniste en 2021–2022, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a eu recours à l'ajustement des taux directeurs, outil classique de la politique monétaire moderne. L'objectif affiché était de renforcer la transmission des décisions monétaires aux marchés financiers et, in fine, de contenir la demande de liquidité en gourdes afin de réduire la pression sur le taux de change et sur les prix. Toutefois, dans le contexte haïtien marqué par l'informalité, la dollarisation partielle et la faiblesse des canaux de transmission, l'efficacité de cet instrument s'est révélée limitée, voire marginale.

En théorie, une hausse des taux directeurs incite les banques commerciales à relever leurs taux d'intérêt débiteurs, ce qui devrait réduire la demande de crédit, contenir l'expansion monétaire et freiner l'inflation (Mishkin, 2019). Or, en Haïti, ce mécanisme est affaibli par plusieurs facteurs structurels. D'abord, la part du crédit bancaire dans le financement de l'économie reste marginale, ne représentant qu'une fraction du PIB. La majorité des ménages et des petites entreprises recourent à des circuits informels de financement, insensibles aux décisions de la BRH. Ensuite, la dollarisation partielle de l'économie réduit l'impact des taux libellés en gourdes : une part importante des transactions et de l'épargne se fait en devises, échappant ainsi à l'influence directe de la politique monétaire nationale (World Bank, 2022).

De plus, dans un contexte d'instabilité et d'insécurité généralisée, les comportements des agents économiques ne répondent pas aux signaux classiques des taux d'intérêt. Les entreprises, confrontées à la rareté des intrants et aux risques liés aux gangs, n'ont pas la capacité d'investir même si le crédit devenait plus accessible ; inversement, elles réduisent leurs activités même quand le coût du financement augmente. De la même manière, les ménages, pris dans une spirale d'inflation alimentaire et de chômage, privilégient la consommation immédiate et la recherche de devises au détriment de l'épargne en gourdes (FMI, 2022).

Les limites des taux directeurs se sont également manifestées dans le comportement des banques commerciales. Plutôt que de répercuter mécaniquement les hausses décidées par la BRH sur l'ensemble de leurs portefeuilles, elles ont continué à privilégier des placements sans risque dans les bons BRH, accentuant la logique d'intermédiation stérile au détriment du financement du secteur productif (BRH, 2021; 2022). L'effet attendu de la hausse des taux sur la contraction du crédit à l'économie réelle s'est donc

doublé d'une éviction du secteur productif, accentuant la récession et la vulnérabilité sociale.

Ainsi, les taux directeurs apparaissent comme un instrument peu opérant dans le contexte haïtien : incapables d'influencer significativement le crédit, l'investissement et la consommation, ils produisent surtout des signaux symboliques destinés aux partenaires internationaux. Leur efficacité réside davantage dans leur fonction de communication — démontrer l'engagement de la BRH en faveur de la stabilité monétaire — que dans leur capacité réelle à transformer les dynamiques économiques internes (Providence, 2022).

L'expérience de 2021–2022 montre que les taux directeurs, bien qu'emblématiques de la politique monétaire moderne, n'ont qu'un impact limité dans une économie fragile, dollarisée et largement informelle comme Haïti. Leur inefficacité relative confirme que les instruments conventionnels ne peuvent produire les effets escomptés sans un environnement institutionnel solide et sans une coordination avec la politique budgétaire et les réformes structurelles. En ce sens, leur usage illustre une nouvelle fois la logique d'incompatibilité des choix publics : stabiliser par les taux fragilise la relance et ne résout pas la contrainte budgétaire.

2.4. Les interventions de change : une stabilisation éphémère

Au cours de la période 2021–2022, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a poursuivi sa stratégie d'interventions de change pour défendre la gourde et contenir la volatilité du marché des devises. En injectant des dollars sur le marché, la banque centrale visait à limiter la dépréciation de la monnaie nationale, à réduire les pressions inflationnistes importées et à rassurer les agents économiques quant à sa capacité à maintenir une relative stabilité nominale. Toutefois, cette politique, bien qu'efficace à très court

terme, s'est révélée incapable de modifier les dynamiques structurelles de l'économie haïtienne, confirmant son caractère éphémère et défensif.

À court terme, ces interventions ont produit des effets visibles. L'injection régulière de devises a contribué à réduire la volatilité, limitant les anticipations de dépréciation et freinant temporairement la spirale inflationniste. Elles ont également permis d'assurer l'approvisionnement en produits stratégiques importés, notamment les carburants et certains biens alimentaires de base, dont la raréfaction aurait pu aggraver la crise sociale et politique (FMI, 2022). Ces mesures ont donc joué un rôle de stabilisation conjoncturelle, évitant une accélération incontrôlée de la crise.

Cependant, leur caractère éphémère est apparu rapidement. D'une part, les réserves internationales de la BRH demeuraient structurellement limitées, couvrant moins de trois mois d'importations en moyenne. Chaque vente de devises fragilisait davantage la capacité de l'institution à répondre à de futurs chocs externes. D'autre part, la demande de dollars restait structurellement supérieure à l'offre, en raison de la dépendance massive de l'économie haïtienne aux importations et de l'insuffisance chronique de ses exportations. Dans ce contexte, toute stabilisation du taux de change obtenue par intervention directe ne pouvait être que transitoire (World Bank, 2022).

Les effets pervers de cette stratégie se sont également manifestés. En soutenant artificiellement la gourde, la BRH a pénalisé les exportateurs, réduisant leur compétitivité sur les marchés internationaux. Parallèlement, les ménages recevant des transferts de la diaspora — près de 20 % du PIB — ont vu la valeur en gourdes de leurs revenus diminuer, ce qui a réduit leur pouvoir d'achat et accentué les tensions sociales. Ces effets redistributifs

contradictoires ont limité l'acceptabilité sociale de la politique de stabilisation.

Enfin, cette stratégie illustre la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En défendant le taux de change, la BRH a pu ralentir temporairement l'inflation, mais au prix d'un épuisement de ses réserves et d'une contraction du financement public et productif. L'arbitrage entre stabilité monétaire, relance économique et financement budgétaire s'est une nouvelle fois révélé impossible : toute tentative de stabilisation ne faisait que déplacer les déséquilibres vers d'autres dimensions de l'économie.

Les interventions de change de la BRH en 2021–2022 confirment le caractère défensif et transitoire de la politique monétaire haïtienne. Si elles ont permis d'éviter un effondrement brutal de la gourde et de contenir l'inflation à court terme, elles n'ont en rien modifié les fondements structurels de la vulnérabilité externe. Cette stabilisation éphémère illustre la dépendance chronique d'Haïti aux flux de devises externes et souligne la nécessité de repenser la politique monétaire dans une perspective de transformation productive et de coopération régionale.

2.5. Une logique défensive et cumulative

L'examen des instruments mobilisés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) en 2021–2022 — bons BRH, réserves obligatoires, taux directeurs et interventions de change — révèle une logique défensive qui, loin de résoudre les déséquilibres, les a progressivement cumulés. La politique monétaire, conçue pour stabiliser la gourde et contenir l'inflation, s'est transformée en un ensemble de mécanismes coûteux et auto-renforçant, révélant les limites structurelles d'une approche fondée sur la stérilisation et le resserrement monétaire dans un contexte d'économie informelle, dollarisée et dépendante des importations.

D'une part, le recours massif aux bons BRH a permis d'absorber une partie de la liquidité excédentaire, mais au prix d'un coût budgétaire élevé et d'une éviction du crédit productif. Cette stérilisation a non seulement limité la relance économique, mais elle a aussi créé une charge financière récurrente pour la banque centrale, contribuant à l'affaiblissement de ses marges de manœuvre futures (FMI, 2022).

D'autre part, le relèvement des réserves obligatoires a accentué le rationnement du crédit et restreint encore l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, aggravant la contraction de l'activité réelle. Ce choix, justifié par la nécessité de contenir l'inflation, a renforcé le paradoxe d'une politique monétaire qui sacrifie le secteur productif pour défendre une stabilité nominale toujours fragile (World Bank, 2022).

Parallèlement, l'ajustement des taux directeurs a produit des effets largement symboliques, en raison de la faiblesse des canaux de transmission monétaire dans une économie où le financement formel demeure marginal. L'inefficacité de cet instrument a confirmé que la politique monétaire haïtienne est contrainte de se rabattre sur des mécanismes coercitifs (réserves obligatoires, bons BRH), qui pèsent davantage sur le secteur productif que sur la spéculation et l'informalité (Mishkin, 2019; FMI, 2022).

Enfin, les interventions de change ont apporté une stabilisation ponctuelle de la gourde, mais cette stratégie a épuisé les réserves internationales et produit des effets pervers sur les exportations et les transferts de la diaspora. Chaque injection de devises a ainsi retardé, sans l'annuler, la tendance structurelle à la dépréciation, confirmant le caractère éphémère de cette politique défensive (World Bank, 2022).

Ces instruments, pris séparément, peuvent être justifiés par des considérations techniques. Mais, combinés, ils traduisent une

logique cumulative de contradictions : la stérilisation monétaire augmente les coûts financiers, le resserrement du crédit freine la croissance, les interventions de change fragilisent les réserves, et l'ensemble contribue à renforcer la dépendance de l'État aux bailleurs internationaux. Cette dynamique confirme l'analyse de Providence (2022) : dans un État fragile, la politique monétaire fonctionne comme un mécanisme circulaire où chaque décision défensive engendre de nouveaux déséquilibres, déplaçant le problème sans jamais le résoudre.

La politique monétaire haïtienne en 2021–2022 illustre une logique défensive et cumulative, où les instruments employés visent à contenir les crises immédiates, mais génèrent des coûts croissants et des déséquilibres durables. Ce cercle vicieux met en lumière les limites d'une politique réduite à la gestion de l'urgence, incapable de s'inscrire dans une perspective de développement productif. La répétition de ces arbitrages impossibles confirme que la politique monétaire haïtienne reste enfermée dans le triangle d'incompatibilité : toute stabilisation ponctuelle se paie par un affaiblissement du financement public et de la relance économique.

La rigidité des instruments monétaires mobilisés en 2021–2022 souligne les limites structurelles de la politique monétaire en Haïti. En l'absence d'un appareil productif robuste, d'une base fiscale solide et d'une profondeur financière suffisante, ces outils fonctionnent comme des leviers mécaniques dont l'efficacité est limitée et souvent contre-productive. L'usage intensif des bons BRH, des réserves obligatoires, des taux directeurs et des interventions de change a permis d'éviter un effondrement immédiat, mais au prix d'un affaiblissement durable des marges de manœuvre de l'État et d'une aggravation de la récession. Cet épisode confirme que la rigidité des instruments classiques rend

leur efficacité conditionnelle et, dans un État fragile, conduit à renforcer les incompatibilités plutôt qu'à les résoudre.

3. Déconnexion entre objectifs de la BRH et besoins productifs

L'une des caractéristiques les plus saillantes de la période 2021–2022 est l'écart croissant entre les objectifs poursuivis par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et les besoins réels du tissu productif national. Alors que la BRH a continué d'afficher comme priorités la stabilité des prix, la défense du taux de change et la discipline monétaire, les acteurs économiques, en particulier les entreprises productives et agricoles, réclamaient un environnement de financement plus favorable pour soutenir la production et compenser les pertes liées à la pandémie, au séisme d'août 2021 et à l'insécurité généralisée. Cette dissonance a accentué la crise économique, confirmant la logique du « triangle d'incompatibilité » : les instruments mobilisés pour préserver la stabilité monétaire ont neutralisé la possibilité d'une relance productive durable.

3.1. Les objectifs officiels de la BRH : stabilité et discipline

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dans ses Notes sur la politique monétaire de la période 2021–2022, a constamment mis en avant deux objectifs majeurs : la stabilité des prix et la discipline monétaire et budgétaire. Ces priorités, inscrites dans le discours institutionnel et reprises par les partenaires internationaux, traduisent une volonté affichée d'ancrer la crédibilité de l'institution dans un contexte marqué par l'inflation persistante, la dépréciation du taux de change et la dépendance chronique au financement monétaire du déficit budgétaire.

Le premier objectif est celui de la stabilité des prix. La BRH a affirmé que la maîtrise de l'inflation constituait une condition *sine qua non* pour protéger le pouvoir d'achat des ménages et préserver

la confiance des agents économiques. Cette orientation s'inscrit dans une logique monétariste classique héritée de Friedman (1968), selon laquelle l'inflation est « toujours et partout un phénomène monétaire ». Dans ses rapports, la BRH a présenté la réduction de la masse monétaire et la limitation des avances au Trésor comme des moyens privilégiés pour atteindre cet objectif (FMI, 2022).

Le second objectif est celui de la discipline monétaire et budgétaire. La banque centrale a réaffirmé sa détermination à mettre fin à la pratique du financement monétaire du déficit, largement critiquée pour son rôle inflationniste et déstabilisateur (World Bank, 2022). Cette discipline est apparue comme un gage de crédibilité externe, destiné à rassurer les bailleurs internationaux et à favoriser la conclusion d'accords financiers avec le FMI. En ce sens, l'engagement de « financement monétaire nul » est devenu un leitmotiv du discours institutionnel, signalant la volonté d'alignement de la BRH sur les standards internationaux de bonne gouvernance économique.

Toutefois, cette insistance sur la stabilité et la discipline traduit aussi une hiérarchie implicite des objectifs. Dans un contexte de crise humanitaire et sociale, marqué par le séisme d'août 2021 et l'insécurité généralisée, la priorité donnée à la stabilité nominale a souvent été perçue comme déconnectée des besoins urgents de la population et des impératifs de relance économique. Les critiques ont souligné que cette orientation reflétait davantage une logique de légitimation externe qu'une stratégie de développement interne. Ainsi, si la stabilité et la discipline sont proclamées comme des objectifs « neutres » et universels, elles traduisent en réalité un choix politique privilégiant la crédibilité auprès des bailleurs au détriment des besoins productifs et sociaux.

Cette tension illustre parfaitement la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En érigeant la stabilité monétaire et la discipline en objectifs prioritaires, la BRH a inévitablement sacrifié le financement public et la relance économique. Ce choix n'est pas seulement technique : il révèle l'impossibilité structurelle de concilier simultanément stabilité, financement et développement dans le cadre d'un État fragile dépendant de l'aide extérieure.

Les objectifs officiels de la BRH en 2021–2022, centrés sur la stabilité et la discipline, traduisent une volonté de conformité aux standards internationaux et de préservation de la crédibilité externe. Mais cette orientation, déconnectée des réalités sociales et productives, a renforcé le fossé entre légitimité externe et légitimité interne. Elle illustre la contradiction structurelle de la politique monétaire haïtienne : défendre la stabilité nominale dans un contexte où la survie économique et sociale exige un soutien beaucoup plus affirmé à l'activité et au financement public.

3.2. Les besoins productifs : financement, infrastructures et sécurité

Si la Banque de la République d'Haïti (BRH) a fait de la stabilité monétaire et de la discipline budgétaire ses priorités en 2021–2022, les besoins productifs de l'économie haïtienne appelaient une orientation sensiblement différente. L'État et le secteur privé avaient un besoin urgent de financements, d'investissements dans les infrastructures et d'un environnement sécuritaire minimum pour relancer l'activité après le séisme d'août 2021 et dans un contexte d'insécurité généralisée. Or, ces dimensions fondamentales sont restées marginales dans les orientations de la politique monétaire, accentuant le décalage entre les impératifs sociaux-économiques et les choix institutionnels.

Le premier besoin tenait au financement de l'investissement productif. L'économie haïtienne, largement dépendante des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'agriculture vivrière, nécessitait un accès élargi au crédit pour reconstituer les capacités productives détruites par le séisme et faire face aux blocages des chaînes d'approvisionnement. Or, le resserrement monétaire, matérialisé par l'émission massive de bons BRH et par le renforcement des réserves obligatoires, a contribué à raréfier les crédits au secteur productif. Les banques commerciales, trouvant dans les titres de la BRH un placement sûr et rémunérateur, ont préféré la rentabilité sans risque à l'octroi de prêts risqués dans un climat d'instabilité. Cette dynamique a accentué l'intermédiation stérile, freinant la relance des secteurs clés.

Le deuxième besoin concernait les infrastructures économiques et sociales. La destruction des routes, des ponts et des marchés par le séisme a paralysé la circulation des biens et des personnes dans le Sud du pays. L'absence de mécanismes de financement coordonnés entre la BRH et le gouvernement a limité la possibilité de soutenir la reconstruction par une politique monétaire ciblée. Or, de nombreux pays confrontés à des catastrophes naturelles recourent à des mécanismes de financement exceptionnels (refinancement ciblé, lignes de crédit spéciales) pour accompagner la reprise (FMI, 2022). Dans le cas haïtien, la priorité exclusive donnée à la discipline monétaire a empêché la BRH de jouer ce rôle contracyclique.

Le troisième besoin était lié à la sécurité des activités productives. L'insécurité généralisée, marquée par la multiplication des gangs et le blocage des infrastructures stratégiques, a freiné les investissements et découragé les initiatives entrepreneuriales. Dans un tel contexte, les signaux envoyés par la politique monétaire — hausse des taux directeurs, stérilisation de la liquidité — étaient largement inopérants : les entreprises

n'avaient ni la possibilité ni la volonté d'investir, indépendamment du coût du crédit. En réalité, ce sont la sécurité physique, l'accès aux intrants et la stabilité politique qui conditionnaient la relance, bien plus que les variables monétaires classiques (World Bank, 2022).

Ces écarts entre besoins productifs et priorités institutionnelles illustrent la logique du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En privilégiant la stabilité monétaire et la discipline budgétaire, la BRH a inévitablement sacrifié le soutien à l'investissement et aux infrastructures, alors que ceux-ci étaient essentiels pour restaurer la croissance et réduire la vulnérabilité sociale. L'impossibilité de répondre simultanément aux impératifs de stabilité, de financement public et de relance productive a enfermé la politique monétaire dans une posture défensive, accentuant la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds et la déconnexion vis-à-vis des réalités économiques nationales.

Les besoins productifs de l'économie haïtienne en 2021–2022 — financement, infrastructures et sécurité — n'ont pas trouvé de réponse adéquate dans les choix de politique monétaire. L'écart entre les objectifs institutionnels et les nécessités de l'économie réelle a accentué la récession et la vulnérabilité sociale. Cet épisode confirme que la stabilisation monétaire, dans un État fragile, ne peut être un objectif suffisant : elle doit être intégrée à une stratégie de développement productif et de sécurisation des activités économiques.

3.3. Une politique procyclique face à une économie en récession

La période 2021–2022 a révélé que la politique monétaire menée par la Banque de la République d'Haïti (BRH) s'est inscrite dans une logique procyclique, accentuant les effets de la récession au

lieu de les atténuer. En privilégiant la stabilisation monétaire par des mesures de stérilisation et de restriction de la liquidité, l'institution a aggravé la contraction de l'activité économique dans un contexte déjà marqué par le séisme d'août 2021, l'insécurité généralisée et l'instabilité politique. Cette orientation illustre les limites structurelles d'une politique monétaire défensive, incapable d'endosser un rôle contracyclique dans un État fragile.

En théorie, une politique contracyclique implique que la banque centrale assouplisse ses instruments pour stimuler la demande en période de ralentissement, quitte à tolérer une hausse temporaire de l'inflation, et qu'elle resserre sa politique lorsque l'économie surchauffe (Blanchard, 2020). Or, dans le cas haïtien, la BRH a adopté l'approche inverse : face à une récession profonde (PIB réel en contraction de 1,7 % en 2022, selon la Banque mondiale), elle a renforcé la stérilisation monétaire par l'émission massive de bons BRH, relevé les réserves obligatoires et maintenu une politique de taux restrictifs (BRH, 2022).

Cette orientation a produit plusieurs effets procycliques. D'une part, elle a contracté le crédit disponible pour les ménages et les entreprises, réduisant la consommation et l'investissement dans un contexte où la demande était déjà atone. D'autre part, elle a incité les banques commerciales à privilégier les placements dans les bons BRH, jugés plus sûrs et rémunérateurs, au détriment du financement productif, accentuant l'intermédiation stérile et creusant le fossé entre système financier et économie réelle (World Bank, 2022). Enfin, en épuisant les réserves internationales pour soutenir artificiellement la gourde, la BRH a accentué la vulnérabilité externe, réduisant sa capacité future à intervenir en cas de nouveaux chocs.

Sur le plan social, la politique monétaire procyclique a aggravé les inégalités. Tandis que les grands acteurs financiers ont bénéficié des rendements des bons BRH, les ménages ont subi de plein fouet la hausse des prix alimentaires et énergétiques. L'absence de mesures de soutien ciblées au secteur productif a accentué le chômage et la pauvreté, dans un pays où plus de 60 % de la population vit déjà sous le seuil de pauvreté (FMI, 2022).

Cette logique procyclique illustre parfaitement la pertinence du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En cherchant à stabiliser la monnaie, la BRH a compromis la relance économique et aggravé le déficit budgétaire. La défense d'un objectif unique — la stabilité nominale — s'est faite au détriment des autres dimensions essentielles de l'action publique, transformant la politique monétaire en facteur aggravant de la récession.

La politique monétaire haïtienne en 2021–2022 a fonctionné à rebours de ce que nécessitait la conjoncture : au lieu de stimuler l'activité dans un contexte de crise, elle a accentué les déséquilibres par une orientation procyclique. Cette expérience démontre l'incapacité de la BRH à jouer un rôle contracyclique, confirmant que, dans un État fragile, les instruments monétaires traditionnels ne peuvent être déployés efficacement sans coordination budgétaire, réforme structurelle et sécurisation du cadre institutionnel.

3.4. Les implications politiques et sociales

Les choix monétaires opérés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) au cours de la période 2021–2022 n'ont pas seulement eu des répercussions économiques ; ils ont également produit des effets politiques et sociaux de grande envergure, révélant les tensions entre légitimité externe et légitimité interne. La focalisation sur la stabilité nominale et la discipline budgétaire, dans un contexte de séisme, d'insécurité généralisée et de

récession, a eu pour conséquence d'aggraver le fossé entre les impératifs des bailleurs internationaux et les attentes de la population haïtienne.

Sur le plan politique, la stratégie de la BRH a contribué à renforcer la perception d'un État dépendant des prescriptions externes. L'engagement répété en faveur du « financement monétaire nul » et la priorité donnée au contrôle de l'inflation ont été interprétés comme une volonté de se conformer aux recommandations du FMI (2022) et de la Banque mondiale (2022). Si ces engagements ont permis de préserver une certaine crédibilité internationale, ils ont aussi alimenté la défiance interne, de nombreux acteurs sociaux estimant que la banque centrale privilégiait la stabilité nominale au détriment des urgences nationales, notamment la relance économique et la réduction de la pauvreté. Cette perception a contribué à affaiblir la légitimité des institutions économiques et à nourrir les discours critiques sur la souveraineté monétaire.

Sur le plan social, les effets de la politique monétaire se sont traduits par une aggravation de la précarité. La contraction du crédit et l'augmentation du coût des emprunts ont freiné l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, réduisant l'emploi et accentuant la vulnérabilité des ménages. Dans le même temps, les interventions de change et la défense de la gourde, en réduisant la valeur des transferts de la diaspora en monnaie nationale, ont diminué le revenu disponible d'une large partie de la population, accentuant les inégalités (World Bank, 2023). Ces dynamiques ont renforcé la spirale de pauvreté et d'exclusion, dans un contexte déjà marqué par l'inflation alimentaire et énergétique.

Ces choix ont également eu des implications sur la cohésion sociale. En marginalisant les besoins productifs et en renforçant

une logique défensive, la politique monétaire a été perçue comme déconnectée des réalités quotidiennes de la majorité. Cette déconnexion a alimenté les mobilisations sociales, les protestations contre la vie chère et la montée de l'insatisfaction vis-à-vis des institutions. L'inefficacité apparente de la politique monétaire à améliorer la situation économique a renforcé le sentiment d'abandon et la méfiance à l'égard de l'État, accentuant ainsi la fragilité institutionnelle.

Enfin, ces implications politiques et sociales illustrent la pertinence du triangle d'incompatibilité (Providence, 2022). En privilégiant la stabilité monétaire et la discipline budgétaire, la BRH a sacrifié la relance économique et accentué les fractures sociales, confirmant que les arbitrages imposés dans un État fragile produisent inévitablement des tensions politiques et sociales. L'incapacité à concilier ces dimensions ne relève pas seulement d'un problème technique, mais d'un choix qui conditionne la relation entre l'État, la société et les bailleurs de fonds internationaux.

Les implications politiques et sociales des choix monétaires de 2021–2022 montrent que la politique monétaire en Haïti ne peut être comprise uniquement sous l'angle technique. Elle est au cœur des rapports de pouvoir, des dynamiques sociales et des débats sur la souveraineté. En privilégiant la stabilité nominale dans un contexte de crise, la BRH a renforcé sa crédibilité externe, mais a affaibli sa légitimité interne, confirmant que la politique monétaire, en contexte fragile, est indissociablement une question économique, sociale et politique.

La période 2021–2022 illustre avec force la déconnexion entre les objectifs officiels de la politique monétaire et les impératifs du développement productif. Les instruments utilisés par la BRH ont servi à rassurer les bailleurs internationaux et à contenir les

déséquilibres financiers, mais au prix d'une contraction du crédit et d'un affaiblissement de l'investissement. Cette dynamique a accentué la récession et aggravé la crise sociale, confirmant que dans un État fragile, la politique monétaire est condamnée à arbitrer en faveur de la stabilité nominale plutôt qu'en faveur du développement. Cette tension prépare l'analyse des contradictions encore plus aiguës qui se manifesteront en 2022–2023, avec la flambée mondiale des prix et l'aggravation de la rareté des devises.

Conclusion du Chapitre 6

L'analyse de la période 2021–2022 révèle un moment de cristallisation des fragilités structurelles de l'économie haïtienne et des contradictions de sa politique monétaire. Après l'épisode singulier d'appréciation de la gourde en 2020, l'économie nationale a replongé dans une dynamique de dépréciation continue, d'inflation accélérée et de tensions sociales accrues. Le séisme du 14 août 2021, la montée en puissance des groupes armés et l'assassinat du président Jovenel Moïse ont contribué à créer un climat d'instabilité profonde, où les contraintes politiques, sociales et sécuritaires se sont superposées aux chocs exogènes liés à la flambée des prix mondiaux.

Dans ce contexte, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a intensifié l'usage de ses instruments traditionnels : émission de bons BRH, relèvements successifs des réserves obligatoires, ajustements des taux directeurs et interventions répétées sur le marché des changes. Ces mesures, inscrites dans une orthodoxie monétariste encouragée par les prescriptions du FMI, visaient à freiner l'inflation et à contenir la dépréciation de la gourde. Elles ont permis, à court terme, de ralentir la spirale inflationniste et de préserver la crédibilité externe de l'institution. Mais leur efficacité

réelle a été limitée par des rigidités structurelles : faible profondeur du système financier, dollarisation partielle de l'économie, importance de l'informalité et absence d'un appareil productif diversifié.

Surtout, ces instruments se sont révélés en décalage croissant avec les besoins productifs et sociaux du pays. En asséchant la liquidité et en contractant le crédit, la politique monétaire a freiné l'investissement et réduit la capacité des entreprises à s'adapter aux crises. En concentrant ses efforts sur la stabilisation nominale, la BRH a sacrifié les impératifs de développement et aggravé la précarité des ménages, déjà confrontés à la flambée des prix alimentaires et à la raréfaction du carburant. Cette déconnexion a renforcé la défiance sociale et accentué la perception d'une institution davantage tournée vers la satisfaction des bailleurs internationaux que vers l'appui au secteur productif national.

La période 2021–2022 illustre donc, de manière éclatante, la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). En cherchant à concilier la stabilité monétaire, le financement public et le soutien à l'activité, la BRH a été enfermée dans une logique d'arbitrages impossibles. Chaque orientation en faveur de la stabilité s'est traduite par une contraction de la production ; chaque relâchement en faveur de l'investissement a alimenté l'inflation et fragilisé les réserves ; chaque appui au financement public a provoqué des tensions sur le change. Ces contradictions ne sont pas le fruit d'erreurs ponctuelles, mais le reflet d'une structure étatique fragile, où les marges de manœuvre monétaires sont structurellement limitées.

En définitive, la période 2021–2022 confirme que la politique monétaire haïtienne ne peut être analysée dans les termes classiques des banques centrales. Elle doit être replacée dans le cadre d'une économie politique de la fragilité, où les instruments

traditionnels produisent des effets contre-productifs et où la logique d'incompatibilités structurelles domine. Le chapitre suivant, consacré à la période 2022–2023, examinera comment la flambée mondiale des prix alimentaires et énergétiques, exacerbée par la guerre en Ukraine, a accentué encore ces contradictions, révélant la vulnérabilité extrême d'Haïti aux chocs internationaux et renforçant la logique circulaire d'arbitrages impossibles.

Travaux cités

Blanchard, O. (2020). *Macroeconomics*. 8th ed. New York: Pearson.

BRH. (2021). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

BRH. (2022). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

FMI. (2021). *Haiti: Staff Report for the 2021 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.

FMI. (2022). *Jamaica: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.

Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.

Mishkin, F. S. (2019). *Monetary Policy Strategy*. Cambridge: MIT Press.

Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.

UN OCHA. (2021). *Haiti Earthquake Situation Report, August 2021*. New York: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

World Bank. (2021). *Haiti Earthquake 2021: Preliminary Damage and Needs Assessment*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2022). *Haiti Economic Update: Coping with Inflation and Insecurity*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.